

Introduction à l'économie

Quels sont les facteurs institutionnels qui encouragent l'esprit d'entreprise ? Unité 7E - L'esprit d'entreprise étouffé

Leçon 5 - L'esprit d'entreprise étouffé

Les réglementations excessives et les lois sur les licences restreignent la liberté des citoyens moyens de réaliser leurs rêves de manière significative. Plus le gouvernement crée d'obstacles, plus il est difficile pour les gens de trouver du travail, en particulier pour les entrepreneurs en herbe. Des réglementations et des lois sur les licences trop lourdes restreignent l'activité entrepreneuriale créatrice de valeur.

Dans cette leçon, les élèves regarderont d'abord une vidéo, puis liront et discuteront un article sur les licences professionnelles. Ils regarderont ensuite une autre vidéo de l'Institute for Justice. Enfin, les étudiants réaliseront une activité d'auto-apprentissage comparant les exigences en matière d'autorisation d'exercer de deux professions de leur choix.

Temps nécessaire : 45 min

Matériel requis : Connexion Internet, instrument d'écriture

6.5.A - Regardez la vidéo suivante et discutez-en en vous aidant des questions ci-dessous [10 min] :

La vidéo [Pourquoi Chuck n'arrive-t-il pas à faire décoller son entreprise ? \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...) par Institute for Justice est en anglais uniquement et les questions de discussion ci-dessous permettront d'y voir plus clair.

"Cette vidéo montre comment une réglementation gouvernementale excessive étouffe les entreprises et les entrepreneurs. L'Institut pour la justice (IJ), un cabinet juridique

libertaire d'intérêt public, s'efforce de libérer les entrepreneurs de ces réglementations qui tuent les opportunités."

Questions à débattre: Pourquoi Chuck n'arrive-t-il pas à faire décoller son entreprise ?

1. La réglementation gouvernementale excessive des petites entreprises est-elle en augmentation ou en diminution ?

1. Le gouvernement exige de plus en plus que les entrepreneurs obtiennent une licence délivrée par le gouvernement avant de pouvoir travailler.
2. Dans les années 1950, 1 personne sur 20 avait besoin d'une licence gouvernementale pour travailler. Aujourd'hui, c'est le cas d'une personne sur trois.
3. Il peut être particulièrement difficile pour les entrepreneurs de créer et/ou de développer une entreprise en raison des restrictions et des réglementations gouvernementales.

2. Que pourrait faire le gouvernement pour accroître les possibilités offertes aux entrepreneurs ?

1. Le gouvernement pourrait supprimer les réglementations qui étouffent les entreprises et l'esprit d'entreprise.
2. Les exigences en matière de licences professionnelles imposées par le gouvernement sont un moyen pour les entreprises établies d'empêcher la concurrence des petites entreprises et des entrepreneurs d'émerger.

6.5.B - Lisez l'article suivant et utilisez les questions pour guider la discussion en classe [20 min] :

Article: [Les licences professionnelles protègent-elles les consommateurs ? \(fee.org\)](http://www.fee.org) par John Hood (FEE.org)

Questions de discussion : Les licences professionnelles protègent-elles les consommateurs ? Voir Unité 7E - Leçon 5 - Article 1 - Licences professionnelles

1. Combien de professions sont-elles soumises à l'obligation légale de détenir une licence professionnelle ?

1. Il existe plus de 1 000 types d'emplois différents pour lesquels il est désormais nécessaire d'avoir une licence professionnelle avant de pouvoir travailler.
2. "Si de nombreux Américains savent que leurs médecins, avocats et autres professionnels spécialisés sont étroitement réglementés par des conseils et des commissions d'État, la plupart d'entre eux ignorent que les barbiers, les

plombiers, les entrepreneurs de pompes funèbres, les "artistes cosmétiques" et une multitude d'autres professions - 1 000 au dernier recensement - sont réglementés, certifiés ou autorisés par les États".

2. La qualité et l'accessibilité financière sont-elles garanties par ce processus d'octroi de licences par l'État ?

1. "Les partisans de l'octroi de licences par l'État et d'autres réglementations professionnelles affirment que si l'État n'intervient pas pour garantir la qualité, les consommateurs recevront des services de mauvaise qualité et hors de prix.
2. "Mais si la promesse d'une réglementation professionnelle est grande, la recherche montre qu'elle est rarement tenue. Aux États-Unis, du moins, ces réglementations augmentent généralement le prix des services sans en améliorer la qualité de manière significative et, en fait, dans de nombreux cas, la réglementation semble diminuer la qualité des services que les consommateurs achètent.

3. Quel est l'un des principaux effets secondaires des lois restrictives sur les licences ?

1. "L'un des effets les plus connus des licences et réglementations professionnelles est la réduction de la concurrence. La théorie veut qu'en excluant certains prestataires d'un service du marché, les réglementations réduisent la concurrence et forment une sorte de "cartel" dans lequel les prestataires de services peuvent se permettre de pratiquer des prix élevés sans craindre de perdre des clients.
2. "Les concurrents potentiels sont exclus par les exigences de l'État en matière d'années d'études, de diplômes universitaires, d'apprentissage ou d'examens de licence.

6.5.C - Regardez la vidéo suivante (en anglais uniquement) et utilisez les questions pour guider votre discussion [10 min] :

Voici un résumé de la vidéo :

[En général, vous n'avez pas besoin d'un permis de travail pour travailler au Canada si vous êtes l'un des types suivants¹:](#)

- **Employé d'un gouvernement étranger** qui travaillera pour un ministère du gouvernement canadien dans le cadre d'un accord d'échange.
- **Diplomate accrédité**, officier consulaire, représentant officiel ou représentant d'un autre pays.
- **Représentant accrédité ou officiel des Nations Unies.**

- **Représentant accrédité ou officiel d'une organisation internationale** dont le Canada est membre.

Cependant, si vous êtes un autre type de représentant ou d'officier d'un gouvernement étranger, vous aurez besoin d'un permis de travail. [Si vous prévoyez travailler au Canada pendant plus de 3 mois, assurez-vous d'avoir une lettre formelle¹.](#)

De plus, au Québec, le projet de loi 96 pourrait rendre le français la seule langue nécessaire pour obtenir un emploi. [Ce projet de loi vise à renforcer les lois linguistiques de la province, touchant les systèmes d'éducation, d'immigration et judiciaires, entre autres².](#) Par conséquent, il est essentiel de connaître les exigences linguistiques spécifiques de la province où vous souhaitez travailler.

(Institut pour la justice, 4:59 min)

"License to Work : A National Study of Burdens from Occupational Licensing" est la première étude nationale à mesurer la lourdeur des lois sur les licences professionnelles pour les travailleurs à faibles revenus et les entrepreneurs en herbe. Le rapport documente les exigences en matière d'autorisation d'exercer pour 102 professions à revenus faibles ou modérés - telles que barbier, massothérapeute et enseignant préscolaire - dans l'ensemble des 50 États et du district de Columbia. Il constate que l'octroi de licences professionnelles est non seulement très répandu, mais aussi excessivement lourd et souvent irrationnel".

Questions à débattre : Faut-il avoir l'autorisation du gouvernement pour travailler ?

1. Quels sont les effets de l'octroi de licences professionnelles qui exigent que les gens "obtiennent la permission" de travailler ?

1. Des obstacles excessifs, tels que les licences, les droits, l'éducation et la formation, font qu'il est coûteux et long pour les personnes d'obtenir la "permission" de travailler.
2. Ces obstacles rendent extrêmement difficile la recherche d'un emploi ou la création d'une entreprise susceptible de créer de nouveaux emplois, en particulier pour les minorités, les professions à faible revenu et les personnes ayant un faible niveau d'éducation.
3. Selon une étude réalisée en 2012, "en moyenne, ces licences obligent les candidats à passer neuf mois en formation, à passer un examen et à payer plus de 200 dollars de frais. Il faut plus d'un an pour obtenir un tiers des licences. Pour 79 professions, il faut passer au moins un examen".

2. Selon l'étude, quels sont les États les plus défavorables à l'octroi de licences ?

1. La Louisiane exige une licence pour 71 des professions à faible revenu.
2. Hawaï a les obstacles les plus élevés.
3. L'Arizona est l'État qui exige le plus de licences et d'obstacles.
4. Les autres États où les exigences sont les plus élevées sont les suivants : Californie, Oregon, Nevada, Arkansas et Floride : La Californie, l'Oregon, le Nevada, l'Arkansas et la Floride.
5. En moyenne, ces huit États exigent une formation de plus d'un an et demi, un examen et des frais dépassant 300 dollars.

3. Les réglementations en matière d'autorisation d'exercer offrent-elles aux consommateurs des produits plus sûrs et de meilleure qualité ?

1. Les recherches ont montré qu'en créant des obstacles au travail, les produits et les services ne sont ni plus sûrs ni meilleurs que dans les États où il n'y a pas d'obstacles.
2. La profession la plus difficile à exercer (d'après les "obstacles" qu'un travailleur devrait franchir dans cette étude) est celle de décorateur d'intérieur. Il faut six ans d'études et de formation, un examen et des frais.
3. Il est irrationnel que des professions telles que les ambulanciers aient des exigences moindres que les architectes d'intérieur, avec un mois de formation et deux examens, en moyenne.
4. Les cosmétologues dépensent plus de dix fois plus que les ambulanciers en termes de temps de formation et d'expérience, alors que les ambulanciers ont la vie des gens entre leurs mains, littéralement.

4. Les "obstacles" à l'octroi de licences professionnelles sont-ils nécessaires pour assurer la sécurité des consommateurs ?

1. Lorsque les villes, les comtés, les États ou d'autres agences gouvernementales créent des obstacles pour les travailleurs, cela entraîne une augmentation des coûts pour les consommateurs et une diminution des opportunités pour les demandeurs d'emploi et les entrepreneurs.
2. Certaines licences n'ont aucun sens, comme celles des shampooineurs, des décorateurs d'intérieur ou des agents funéraires.
3. Les incohérences entre les États montrent que de nombreuses licences et exigences devraient être complètement supprimées. Dans d'autres professions, la comparaison des exigences des États montre que la formation, l'expérience et les frais sont extrêmement différents pour la même profession.

5. Quelle est la véritable raison de l'existence de réglementations aussi strictes et d'obstacles à l'obtention d'un permis de travail ?

1. Les acteurs établis du secteur font souvent pression pour que les exigences en matière de licence rendent difficile l'obtention d'une autorisation de travailler, ce qui réduit la concurrence.
2. Ceux qui disposent déjà d'une licence n'ont pas à s'inquiéter autant que les autres de la concurrence de leurs produits et services, ce qui permet de maintenir les prix à un niveau élevé.

"Si les législateurs veulent aider les gens à trouver un emploi, ils devraient commencer par supprimer les obstacles à l'octroi de licences qui ne font que protéger certaines personnes de la concurrence, en empêchant d'autres personnes de travailler.

6.5.D - Autoformation : Faites des recherches et préparez-vous à présenter vos résultats en classe [30 min] :

Activité: Les inconvénients de l'autorisation d'exercer

À l'aide du document [License to Work 3 - Institute for Justice \(ij.org\)](https://www.institutforjustice.org/Work3) de l'Institute for Justice (voir Unité 7E - Leçon 5 - Article 2 - Fardeau de l'autorisation d'exercer), sélectionnez et comparez deux ou plusieurs professions et les exigences qui leur sont associées en matière d'autorisation d'exercer, de formation, de frais, d'examens, etc. À votre avis, ces exigences professionnelles sont-elles rationnelles ? Ces exigences peuvent-elles toutes être justifiées ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Le [License to Work 3 - Institute for Justice \(ij.org\)](https://www.instituteforjustice.org/) est la première étude nationale à mesurer la lourdeur des lois sur les licences professionnelles pour les travailleurs à faibles revenus et les entrepreneurs en herbe.

Le rapport documente les exigences en matière d'autorisation d'exercer pour 102 professions à revenus faibles ou modérés - telles que barbier, massothérapeute et enseignant préscolaire - dans l'ensemble des 50 États et du district de Columbia. Il constate que les licences professionnelles sont non seulement très répandues, mais aussi excessivement lourdes et souvent irrationnelles.

En moyenne, ces licences obligent les futurs travailleurs à consacrer neuf mois à l'éducation ou à la formation, à passer un examen et à payer plus de 200 dollars de frais. Pour un tiers des licences, il faut plus d'un an pour les obtenir. Pour 79 professions, il faut passer au moins un examen.

De telles barrières rendent plus difficile la recherche d'un emploi et la création d'entreprises créatrices d'emplois, en particulier pour les minorités, les personnes moins fortunées et celles qui ont un niveau d'éducation moins élevé. License to Work recommande de réduire ou de supprimer les obstacles inutiles à l'obtention d'une

licence. Le classement des États et des professions en fonction de la gravité des contraintes liées à l'obtention d'une licence facilite la comparaison des lois et l'identification de celles qui ont le plus besoin d'être réformées.

La nécessité d'obtenir une licence pour l'une ou l'autre des professions figurant dans cet échantillon défie le bon sens. Une courte liste inclurait les décorateurs d'intérieur, les shampooineurs, les fleuristes, les tapissiers, les installateurs de systèmes de divertissement à domicile, les agents funéraires, les commissaires-priseurs et les interprètes pour les sourds.

Récapitulatif de la leçon

- De nombreuses réglementations et lois sur les licences imposées par le gouvernement restreignent la liberté des citoyens moyens de réaliser leurs rêves de manière significative.
- Les Américains voient leur liberté de travailler de plus en plus restreinte, car la réglementation gouvernementale étouffe la capacité des gens à travailler et à créer des entreprises.
- A National Study of Burdens from Occupational Licensing est la première étude nationale à mesurer le poids des lois sur les licences professionnelles pour les travailleurs à faible revenu et les entrepreneurs en herbe.
- Lorsque les villes, les comtés, les États ou d'autres agences gouvernementales créent des obstacles pour les travailleurs, cela entraîne une augmentation des coûts pour les consommateurs et une diminution des opportunités pour les demandeurs d'emploi et les entrepreneurs.
- Les licences professionnelles sont souvent trop lourdes et fréquemment irrationnelles. Elles profitent aux entreprises établies au détriment des nouveaux arrivants sur le marché.
- Les obstacles à l'octroi de licences rendent extrêmement difficile la recherche d'un emploi ou la création d'entreprises susceptibles de créer de nouveaux emplois, en particulier pour les minorités, les professions à faible revenu et les personnes ayant un faible niveau d'éducation.
- "Si les législateurs des États veulent aider les gens à trouver un emploi, ils devraient commencer par supprimer les obstacles à l'obtention d'une licence qui ne font que protéger certaines personnes de la concurrence, en empêchant d'autres personnes de travailler.

Ressources complémentaires

Video: [Libre échange ou protectionnisme ? \(youtube.com\)](#)

Chapitre : "Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?"

Video: [Qu'est ce qui empêche le développement des entrepreneurs à Madagascar - La Minute Entrepreneur \(youtube.com\)](#)

De l'insécurité, de la difficulté d'accès au financement, de l'immaturité de l'écosystème entrepreneurial, de la concurrence de l'importation, des coûts de l'accès à internet ou encore de l'instabilité de l'approvisionnement en électricité. Dans cette troisième vidéo de la série "La Minute Entrepreneur", nous abordons de manière directe les problèmes et les obstacles au développement des [#entrepreneurs](#) à Madagascar. Retrouvez toutes les vidéos de la série en un clic sur le hashtag: [#laminuteentrepreneur](#)

Article : [Les entrepreneurs attaqués \(fee.org\)](#) par John Stossel (FEE.org) - Voir Unité 7E - Leçon 5 - Article 3 - Les entrepreneurs attaqués

"Chaque jour, les autorités fédérales, étatiques et locales étouffent les petites entreprises pour privilégier les sociétés en place qui ont de bonnes relations. Il s'agit d'un système de protectionnisme pour les initiés influents qui ne veulent pas de concurrence. Chaque localité a son lot de magnats de l'économie qui s'entendent bien avec les hommes politiques. Ensemble, ils utilisent le pouvoir du gouvernement pour limiter la concurrence et maintenir les prix à un niveau élevé. L'Institute for Justice (IJ), un cabinet juridique libertaire d'intérêt public, s'efforce de libérer les entrepreneurs de ces réglementations tueuses d'opportunités".

Video: [Définir la mission, vision et stratégie de son entreprise \(youtube.com\)](#)

Mission et vision, deux mots essentiels pour définir votre stratégie d'entreprise. C'est un excellent exercice que vous allez pouvoir faire maintenant, mais que vous allez pouvoir poursuivre tout au long de votre vie entrepreneuriale. Pour aller plus loin, rendez-vous sur : <https://business-builder.cci.fr/>

Video: [L'État doit-il interdire les monopoles ? \(youtube.com\)](#)

"Monopole", "oligopole"... ces termes peuvent faire un peu peur. Que fait l'État face à ces situations où les règles de la concurrence ne sont pas respectées ? La réponse est dans la nouvelle vidéo « Dessine-moi l'éco ».